



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

COMMUNIQUÉ

87/28

Déclaration de
l'honorable Pat Carney,
ministre du Commerce extérieur,
au Conseil de l'OCDE réuni au
niveau des ministres

PARIS

Le 12 mai 1987

Canada

Monsieur le Président, comme plusieurs collègues l'ont déjà signalé, les pays de l'OCDE ont réussi, tout au long de la reprise économique qui entre maintenant dans sa cinquième année, à maintenir leur croissance économique, tout en conservant des taux d'inflation généralement bas. Cependant, nous devons admettre qu'il existe encore dans l'économie mondiale de graves problèmes à résoudre. J'aimerais dans ce contexte parler du rôle que doit jouer le commerce extérieur face à ces problèmes, de la crise du commerce des produits agricoles, de la nécessité de revoir les politiques de production agricole et de la place importante que doit occuper l'agriculture dans le cadre du GATT. Il s'agit là de questions essentielles à l'égard desquelles nous devons enregistrer de réels progrès si nous voulons atteindre nos objectifs mutuels.

En septembre dernier, à Punta del Este, nous pensions que le stade critique de notre lutte contre les problèmes du commerce extérieur était révolu. Aujourd'hui, seulement huit mois plus tard, un nouveau climat de crise enveloppe les relations commerciales internationales. Individuellement, nos pays sont engagés dans un nombre grandissant de différends commerciaux bilatéraux. En outre, nous observons une tendance croissante à résoudre les différends commerciaux en contournant les règles du GATT. Monsieur le Président, cette façon de procéder influe négativement sur le système commercial multilatéral et les progrès que nous avons accomplis à Punta del Este, dont nos engagements vis-à-vis du statu quo et du démantèlement.

Pour réaffirmer ces engagements et assurer le succès des négociations entreprises lors de la Ronde Uruguay, nous devons, en tant que ministres, montrer clairement la voie aux négociateurs à Genève, au secteur privé et à l'ensemble de la communauté internationale. Selon moi, l'OCDE a un rôle vital à jouer dans la politique commerciale en général ainsi que dans les négociations de Genève. L'OCDE est une tribune extrêmement valable pour l'établissement d'un consensus, et vous vous rappelez sans doute que l'une des tâches principales à Punta del Este a justement consisté à établir un consensus. Aujourd'hui, à cette réunion des ministres de l'OCDE, nous avons l'occasion de réaffirmer le consensus établi à Punta del Este et de contribuer ainsi au succès des négociations entreprises pendant la Ronde Uruguay.

Comment pouvons-nous y parvenir? En premier lieu, nous devrions réaffirmer avec force notre volonté de libéraliser le commerce et notre détermination à faire des NCM un véritable succès. En tant que ministres, nous devons accroître notre engagement politique envers le processus du GATT, et selon moi, il devrait y avoir des réunions périodiques des parties contractantes du GATT au niveau ministériel.

Il est extrêmement important que nous réalisions des progrès sur tous les fronts et que nous présentions des propositions globales à la table de négociation le plus tôt possible. D'autres pays qui ne sont pas membres de l'OCDE et qui ne sont pas représentés à cette table comptent également que des progrès rapides seront accomplis à Genève et craignent que le protectionnisme montant et les différends commerciaux bilatéraux compromettent ces progrès. De même, les milieux d'affaires internationaux espèrent beaucoup de la Ronde Uruguay. Lorsque la Chambre internationale de commerce a rencontré les négociateurs à Genève, le 29 avril, il était très clair que les entreprises voulaient des résultats rapides et le respect du statu quo. Les espérances suscitées à Punta del Este sont bien entendu encore très vives. Il nous faut maintenant négocier, faire des progrès sur tous les fronts et obtenir des résultats concrets partout où cela est possible. Les négociations commerciales multilatérales en cours constituent les négociations les plus ambitieuses de l'histoire du GATT. Nous devons également faire en sorte qu'elles soient les plus fructueuses.

Nous pouvons commencer par chercher les "résultats hâtifs" envisagés dans la Déclaration ministérielle de Punta del Este. Celle-ci stipule que "les accords conclus dans les premières phases des négociations pourront être mis en oeuvre à titre provisoire ou définitif s'il en est ainsi convenu avant la conclusion officielle des négociations". Nous pouvons également accorder la priorité au seul secteur qui n'exige de concessions de la part d'aucun pays, et qui est dans notre intérêt à tous: le renforcement du système du GATT.

Le GATT ne peut pas être simplement une organisation qui applique un accord commercial; il doit s'orienter davantage vers l'établissement d'une politique commerciale et assumer une responsabilité véritable dans la gestion des questions de politique commerciale internationale.

Cela exige des ministres une orientation politique. Contrairement à d'autres organisations économiques internationales, telles que le FMI et la Banque mondiale, le GATT ne tient qu'exceptionnellement des réunions ministérielles.

La capacité du GATT à surveiller et à analyser les répercussions des politiques commerciales est extrêmement limitée comparativement à celle d'autres institutions économiques internationales.

La coopération entre les institutions multilatérales, le GATT, le FMI et la BIRD est insuffisante, alors que les questions dont ils s'occupent sont de plus en plus interdépendantes.

Le mécanisme de règlement des différends, qui est la pierre angulaire du GATT, est compliqué, lent et inefficace. Il doit être amélioré. Les groupes spéciaux du GATT ont besoin d'avis juridiques, économiques et techniques qui les mettent en mesure de prendre des décisions éclairées dans des délais raisonnables.

Monsieur le Président, permettez-moi de parler maintenant de la situation pénible des pays en développement. L'OCDE a toujours accordé une grande importance à leurs préoccupations. Je sais également que leurs gouvernements suivent avec intérêt nos délibérations. Nous savons tous que le ralentissement de la croissance économique des pays de l'OCDE a été particulièrement néfaste pour les pays en développement. Plusieurs sont aux prises avec une dette très lourde. Ils nous ont dit clairement n'avoir ni les moyens ni la volonté de régler leur dette, à moins que nous leur donnions accès à nos marchés. Comme le ministre philippin José Concepcion l'affirmait au lac Taupo, Dieu et le GATT favorisent les plus riches. Pour que la Ronde Uruguay soit réellement fructueuse, elle devra offrir de nouvelles possibilités aux pays en développement.

Permettez-moi maintenant d'aborder mon dernier point. De nombreux pays, en développement ou développés, sont pris entre deux feux dans la guerre des subventions agricoles, une guerre dont ils ne sont pas responsables.

Les agriculteurs canadiens sont victimes d'une chute spectaculaire des cours mondiaux des produits de base, surtout des céréales. Les producteurs canadiens efficients se demandent de plus en plus s'ils pourront survivre. Ils constatent que le soutien accordé aux prix des produits de base monte en flèche aux États-Unis. Ils constatent que les producteurs japonais de riz touchent plus de sept fois le prix mondial du riz pour leurs récoltes. Ils constatent également que la Communauté européenne subventionne les exportations pour se débarrasser de ses stocks excédentaires. Les Trésors publics se livrent actuellement une véritable bataille que personne ne peut gagner.

Ces tensions dans le commerce des produits agricoles menacent le système commercial mondial et le succès de la Ronde Uruguay. C'est pourquoi le Canada a inscrit l'agriculture parmi les premiers points à l'ordre du jour des récentes réunions des ministres du Commerce; c'est pourquoi aussi nous accueillerons à Ottawa, la semaine prochaine, une réunion du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles. Il faut de toute urgence réformer la politique et le commerce dans le secteur agricole, comme le Secrétaire général de l'OCDE l'a démontré de façon si convaincante dans son excellent document.

Nous reconnaissons le caractère très particulier de l'agriculture. Il faut reconnaître les préoccupations concernant le chômage et la sécurité alimentaire. Mais il est essentiel que nous nous engagions collectivement à prendre les mesures que nous dictent le gros bon sens et la prudence financière. Les risques de tout retard supplémentaire seront énormes.

La nécessité de mesures provisoires et de mesures à long terme est reconnue. Sur le long terme, les problèmes du commerce agricole doivent être réglés dans les NCM. Si nous ne parvenons pas à régler la question de la réforme agricole, la Ronde Uruguay sera considérée comme un échec.

Le Canada a proposé à l'OCDE, comme mesure provisoire, un ensemble de principes pouvant servir de base à une action collective visant à réduire les distorsions dans le commerce des produits agricoles. Ces principes s'appuient sur l'excellent travail que l'OCDE a effectué et ils sont compatibles avec la réforme agricole à long terme envisagée dans la Déclaration de Punta del Este. Ils ont été communiqués aux membres de l'OCDE qui leur ont accordé un large appui.

Le projet de communiqué préparé par le Secrétaire général constitue une base acceptable d'entente sur le communiqué. Permettez-moi de préciser. Il est déjà libellé sous forme de communiqué. Il ne satisfait pleinement aucune délégation. À notre avis, il représente une dilution de nos principes. Les efforts pour apporter d'importants changements au texte habile du Secrétaire-général de façon à refléter les divergences nous ramèneront tous aux positions initiales et nous éloigneront du compromis pratique que nous recherchons.

Le communiqué ministériel devrait refléter un véritable engagement de régler ces problèmes, et nous devons tous accepter de le respecter.